

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 200 | Date 15 – 21 avril

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 75 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

16 avril : Nilgül Doğan, l'épouse du général à la retraite Çetin Doğan, âgé de 83 ans, a annoncé que l'incarcération de son mari avait entraîné une détérioration significative de sa santé, entraînant des risques pour sa vie.

17 avril : La police de l'ouest de la Turquie a arrêté 36 personnes, dont plusieurs dizaines de propriétaires de petites entreprises, accusées de liens avec le mouvement Gülen, un groupe confessionnel accusé par le gouvernement turc d'« activités terroristes ».

17 avril : Un tribunal turc a reporté mardi le verdict du long procès Kobani et a décidé de maintenir la détention de 18 personnes, dont le politicien kurde Selahattin Demirtaş.

19 avril : Soixante personnes ont été arrêtées dans 14 villes pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen, un groupe confessionnel interdit par Ankara.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

18 avril : 18 personnes ont été arrêtées lors de l'intervention de la police contre la grève des ouvriers de l'usine du district de Kemalpaşa à Izmir le 7 mars 2024, au motif qu'ils n'avaient pas obtenu leurs droits dans l'usine où ils travaillent.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

16 avril : Les informations réalisées par le journaliste du journal britannique The Sun sur le tourisme de santé en Turquie avec des images de caméras cachées et au moins 4 articles publiés dans la presse turque sur le sujet ont été interdits d'accès par la décision du premier tribunal pénal d'Izmir pour cause de violation des droits de la personne.

16 avril : Le 31 mars 2024, une enquête a été ouverte contre le journaliste Oktay Candemir pour « insulte à un agent public » à la suite de la plainte d'Abdulahat Arvas, candidat à la mairie du Parti de la justice et du développement (AKP) de la municipalité métropolitaine de Van.

18 avril : La journaliste indépendante néerlandaise Frederike Geerdink a rapporté avoir reçu des menaces de mort après avoir critiqué Selçuk Bayraktar, gendre du président turc Recep Tayyip Erdoğan et figure clé de l'industrie turque des drones.

19 avril : Les procureurs turcs ont ouvert une enquête sur un Kurde qui a interrogé les électeurs qui auraient été « transférés » dans sa ville de résidence dans la province de Şırnak, dans le sud-est du pays, le jour des élections locales du 31 mars, afin de modifier les résultats en faveur du parti au pouvoir.

19 avril : Le panel dans le cadre des 8èmes Journées des Médias organisées par METU Media Community a été annulé en raison de la censure imposée au journaliste Hayri Demir par le rectorat.

19 avril : Au moins 3 posts du journaliste Metin Cihan sur son compte X, dans lesquels il soulevait le fait qu'Erkan Köseadağ, directeur adjoint de la culture et du tourisme de la province d'Ağrı et président de la fédération des clubs sportifs amateurs d'Ağrı, avait abusé sexuellement d'enfants athlètes, et au moins 3 articles de presse sur le sujet ont été bloqués par l'Association des fournisseurs d'accès pour cause de violation des droits de la personne.

LIBERTÉ DE CIRCULATION

17 avril : Le gouvernorat de Şırnak a annoncé que la région d'Altındağları dans le district de Beytüşşebap de la province de Şırnak a été déclarée zone de sécurité spéciale temporaire pour 15 jours entre le 17 avril 2024 et le 1er mai 2024.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

18 avril : Le parlement néerlandais a voté pour que la modernisation de l'accord d'union douanière de l'Union européenne avec la Turquie soit subordonnée à la libération de deux prisonniers célèbres, comme l'a ordonné la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), ce qui constitue une étape importante avant la 10e conférence de Wittenburg.

MINORITÉ KURDE

17 avril : Le co-président du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (Parti DEM) du district d'Ağrı

Diyadin, Ahmet Karatay, a été arrêté lors d'une descente à domicile dans le cadre d'une enquête menée par le bureau du procureur général d'Ağrı et a été emmené à la direction de la sécurité de la province d'Ağrı. Le motif de la détention n'est pas connu.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

16 avril : Tanju Özcan, un maire controversé du principal parti d'opposition turc, connu pour son discours anti-réfugiés, a promis une « augmentation astronomique » des tarifs de bus pour les étudiants étrangers dans la province de Bolu, dans le nord-ouest du pays.

17 avril : Les lieux de travail avec des panneaux en arabe ont été inspectés sur instruction des maires et les panneaux en arabe à Bursa, Kilis et dans le district de Konak à Izmir ont été enlevés par les équipes de police.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

17 avril : 1 personne a été victime de violences physiques de la part de la police lors d'une intervention policière lors d'une bagarre entre deux groupes dans le district d'Izmit à Kocaeli.

19 avril : 52 réfugiés ont été victimes de violences verbales et physiques de la part du personnel et des gardes de sécurité de GGM au Centre de rapatriement de Döşemealtı (GGM) à Antalya.

DROITS DES FEMMES

18 avril : Buse Ateş Suna, qui aurait été battue par son mari, est décédée après être restée dans le coma pendant deux mois.